

Corrigé indicatif : Entreprise et son environnement – CNAEM 2019

SOUS EPREUVE 1 : MANAGEMENT ET GESTION DE L'ENTREPRISE Barème sur 40 points

Dossier 1 : Management

1. . Eu égard à la nouvelle stratégie de l'ONCF « Destination 2025 », analyser les forces et les faiblesses de l'entreprise.

La nouvelle stratégie de l'ONCF « Destination 2025 » est une stratégie de **croissance** et de **développement** avec comme objectif principal de devenir « leader national de la mobilité durable au service des politiques publiques ».

Les forces de l'ONCF par rapport à ses choix stratégiques sont, notamment :

- la consolidation de son réseau ferré (ligne à grande vitesse Casablanca-Tanger, triplement et renforcement de l'axe Casablanca-Kénitra, doublement de l'axe Casablanca-Marrakech, nouvelles gares, etc.) ;
- des lignes d'une longueur de 2 110 km et des voies de longueur de 3 600 km, dont 75% sont électrifiées desservant 133 gares ;
- une structure organisationnelle simple et fonctionnelle ;
- une politique GRH active motivante pour les collaborateurs ;
- etc.

Par contre, la nouvelle stratégie de l'ONCF peut être handicapée à cause de la vétusté du matériel roulant et l'insuffisance des ressources financières pour entretenir sa croissance et son développement.

2. En quoi le choix de la structure organisationnelle de l'ONCF répond aux exigences de sa stratégie ?

La structure organisationnelle de l'ONCF est une structure **hiérarchico-fonctionnelle**. Elle est particulièrement adaptée aux choix stratégiques de l'ONCF parce qu'elle permet notamment la gestion efficace du court terme (grâce à la hiérarchie) et du long terme (car les spécialistes ont le temps de prévoir le long terme).

3. Pourquoi l'ONCF accorde-t-il une importance particulière à la formation de ses salariés ?

L'ONCF accorde une importance particulière à la formation de ses salariés car :

- elle représente un atout de compétitivité (amélioration des rendements, de la flexibilité, de l'innovation et de la qualité) ;
- c'est un outil de fidélisation et d'attractivité des meilleures compétences ;
- elle permet d'augmenter l'employabilité des salariés et leur motivation ;
- etc.

Dossier 2 : Gestion

1. Enregistrer au journal de l'entreprise :
a. L'avis de débit n° 3560.

6331			06/12/18			
6147		Intérêts des emprunts et dettes			89 000	
3455		Services bancaires			11 000	
	5141	Etat, TVA récupérable			10 000	
			Avis de débit n°3560	Banques		110 000

b. Le bulletin de paie (référence R-12/18).

6171	4441 4443 4445 4432	Rémunérations du personnel	31/12/18	CNSS Caisses de retraite Mutuelles Rémunérations dues au personnel	18 808	1 700 370 210 16 528			
		<i>Bulletin de paie référence R-12/18 31/12/18</i>							
		Charges sociales	31/12/18				CNSS Caisses de retraite Mutuelles	4 380	3 800 370 210
		<i>Bulletin de paie référence R-12/18</i>							
6174	4441 4443 4445								

c. L'avoir n° AV62.

4481	2355 3455	Dettes sur acquisitions d'immobilisations	17/12/18	Matériel informatique Etat, TVA récupérable	4 140	3 450 690
		<i>Avoir n° AV62</i>				

2. Passer les écritures de régularisation au 31/12/2018.

→ Régularisation des stocks

6124	3122	Variation des stocks de matières et fournitures	31/12/18	Matières et fournitures consommables	3 280 000	3 280 000
		<i>Annulation du SI 31/12/18</i>				
3912	7196	PPD des matières et fournitures	31/12/18	Reprises sur PPD de l'AC	110 000	110 000
		<i>Annulation de la provision sur SI</i>				
3122	6124	Matières et fournitures consommables	31/12/18	Variation des stocks de matières et fournitures	4 020 000	4 020 000
		<i>Constatation du SF</i>				
6196	3912	DPPD de l'actif circulant	31/12/18	PPD des matières et fournitures	20 000	20 000
		<i>Constatations de la provision sur SF</i>				

→ Perte définitive de la créance sur le client CAREL-SA

6585			31/12/18		560 000	
4456		Créances devenues irrécouvrables Etat, TVA due			112 000	
	3421		<i>Client CAREL- SA devenu insolvable</i>	Clients		672 000

→ Anciennes créances douteuses ou litigieuses

Clients	Créance TTC (TVA 20%)	Règlement TTC en 2018	Solde HT	Provision 2017	Provision 2018	Ajustement à	
						la hausse	la baisse
SBI-SARL	72 000	20 000	43 333,33	30 000	26 000	-	4 000
HAMADI & Cie	114 000	Néant	95 000,00	53 000	-	-	53 000
TALBI	420 000	33 600	322 000,00	90 000	161 000	71 000	-

6196			31/12/18		71 000	
	3942	DPPD de l'actif circulant		PPD des clients et CR		71 000
			<i>Ajustement à la hausse de la provision Talbi 31/12/18</i>			
	3942	PPD des clients et CR		Reprises sur PPD de l'AC	57 000	57 000
			<i>Ajustement à la baisse de la provision SBI-SARL et annulation de la provision HAMADI & Vie</i>			
6182			31/12/18		95 000	
4456		Pertes sur créances irrécouvrables Etat, TVA due		Clients douteux ou litigieux	19 000	114 000
	3424		<i>Perte définitive de la créance sur HAMADI & Cie</i>			

→ Nouvelles créances douteuses ou litigieuses

Clients	Créance TTC (TVA 20%)	Montant HT	Provision 2018
RAHOU-BTP	276 000	230 000	92 000
FADILI	780 000	650 000	455 000

6196			31/12/18		547 000	
	3942	DPPD de l'actif circulant		PPD des clients et CR		547 000
			<i>Création des provisions RAHOU-BTP et FADILI</i>			

SOUS EPREUVE 2 : ECONOMIE - DROIT
20 points sur 40

Dossier 1 : ECONOMIE

1. *Après avoir rappelé la définition de la répartition primaire, situer l'importance relative des différentes composantes de la valeur ajoutée au Maroc.*

La répartition primaire est constituée des revenus primaires versés aux apporteurs de travail et de capital en contrepartie de leur participation à la création de la valeur ajoutée. Cette répartition est dite primaire car l'Etat prélève ensuite une partie des revenus du travail et du capital pour les redistribuer sous forme de revenus de transfert ou de services offerts à la population.

Au Maroc la valeur ajoutée est affectée à la rémunération des apporteurs de capitaux à raison de 55,40%, aux salariés à raison de 31,67% et à l'Etat à raison de 12,94%.

2. *Quels sont les types de revenus primaires des ménages ?*

Les revenus primaires des ménages sont :

- les salaires et traitements ;
- l'excédent brut d'exploitation (EBE) des sociétés ;
- les revenus mixtes des entreprises individuelles.

3. *Qu'est-ce que le salaire médian et quelle est sa signification ?*

Le salaire médian est un salaire tel que la moitié des salariés de la population considérée gagne moins et l'autre moitié gagne plus. Il se différencie du salaire moyen qui est la moyenne de l'ensemble des salaires de la population considérée.

Pour savoir si une répartition est égalitaire ou inégalitaire, il faut calculer la médiane et observer si la médiane est à peu près égale à la moyenne (répartition « égalitaire ») ou si la médiane s'écarte de la moyenne (répartition « inégalitaire »). Si la médiane est inférieure à la moyenne les inégalités se situent en haut de l'échelle. Dans le cas inverse les inégalités se situent en bas de l'échelle.

4. *Quels sont, au Maroc, les déterminants des inégalités des revenus des ménages ?*

Les déterminants des inégalités des revenus des ménages sont :

- le lieu de résidence (inégalité milieu urbain/milieu rural) ;
- le niveau d'éducation (inégalité des revenus des diplômés du supérieur, du secondaire et des personnes sans aucun niveau scolaire) ;
- l'âge (effet ancienneté) ;
- le sexe (inégalité des revenus selon le sexe) ;
- la stratification sociale (inégalité revenu du travail/revenu d'entreprise ou du patrimoine) ;
- etc.

1. *Qualifier juridiquement les faits.*

M. Bahri, un passager du train de l'ONCF n°35, a été victime d'un accident corporel. Il a donc subi un dommage corporel. L'accident est survenu alors qu'il descendait du train, qui a commencé à bouger après avoir reçu le signal du départ. L'on se demande si l'ONCF est responsable de cet accident.

Les faits relèvent donc du domaine du droit civil et plus particulièrement du champ de la responsabilité civile délictuelle.

2. *Quelle est la règle de droit applicable ?*

Le principe de responsabilité civile est posé par les articles 77 et 78 du D.O.C :

Article 77 : «Tout fait quelconque de l'homme qui sans l'autorité de la loi, cause sciemment et volontairement à autrui un préjudice est tenu à réparer ledit-dommage lorsqu'il est établi que ce fait en est la cause directe (...)».

Article 78 : « Chacun est responsable du dommage moral ou matériel qu'il a causé, non seulement par son fait mais par sa faute lorsqu'il est établi que cette faute en est la cause directe (...)».

De ces textes, il ressort que la responsabilité civile du fait personnel est engagée dès lors que trois conditions sont recensées :

- Une faute ;
- Un dommage ;
- Et, un lien de causalité reliant le dommage à la faute.

3. *Proposer une solution.*

L'ONCF a une obligation de sécurité vis-à-vis des usagers de ses trains. En principe, un train ne doit bouger qu'une fois les portes sont fermées. Il en découle, que l'ONCF a commis une faute qui a causé un préjudice à M. Bahri. L'ONCF a donc l'obligation de réparer le préjudice subi par son client.

Barème

	Questions	Note
SOUS EPREUVE1 MANAGEMENT-GESTION		
Dossier 1 : management	Question 1 Question 2 Question 3	4 points 3 points 3 points
Dossier 2 : Gestion	Question 1 : a) b) c) Question 2	2 points 2 points 1 point 5 points
SOUS EPREUVE ECONOMIE- DROIT		
Dossier 1 : économie	Question 1 Question 2 Question 3 Question 4	3 points 2 points 2 points 3 points
Dossier 2 : droit	Question 1 Question 2 Question 3	4 points 3 points 3 points
Total		40 points